

Les eurodéputés ont dénoncé mercredi les dérapages nationalistes et fascistes lors de la Marche de l'Indépendance polonaise du 11 novembre, s'attirant les foudres du gouvernement Droit et Justice (PiS) qui rejette une nouvelle résolution du Parlement à son encontre.

Les initiatives de l'Union européenne à l'encontre du gouvernement PiS suivent lentement leur cours. En soutien de la Commission européenne qui a ouvert une procédure « État de droit » en janvier 2016, le Parlement européen a tenu son cinquième débat et voté [sa troisième résolution](#), le 15 novembre, sur la démocratie et l'État de droit en Pologne. Pour la seconde fois de son histoire après la Hongrie au mois de mai dernier, le Parlement européen a pris des mesures formelles pour demander au Conseil de lancer la procédure de l'article 7.

Mais lors du débat houleux qui s'est tenu mercredi au Parlement Européen, les eurodéputés se sont aussi emparés de la question de la dérive nationaliste en Pologne, brutalement illustrée par les banderoles et les propos racistes et xénophobes vus et entendus lors de la [Marche de l'Indépendance à Varsovie](#) et à Wrocław samedi 11 novembre. Les eurodéputés ont sommé le gouvernement polonais de s'opposer aux comportements racistes et de désapprouver les propos et les idées véhiculées par les ultranationalistes et les néonazis polonais.

La résolution se plaçant dans le contexte de la défense de l'État de droit en Pologne critique également le démontage du Tribunal Constitutionnel, les atteintes à l'indépendance des tribunaux, l'abattage de la forêt de Białowieża, ou encore les restrictions à la liberté de réunion. Les eurodéputés du Droit et Justice ont quitté la salle du Parlement en signe de désapprobation.

« On ne peut appeler une manifestation blanche-rouge à Varsovie une marche de soixante mille fascistes. » – Beata Szydło.

Indignation de la Première-ministre et du Président

C'est une nouvelle fois le chef des libéraux au Parlement Européen, Guy Verhofstadt qui a été le plus vindicatif, estimant que « *Varsovie a été témoin d'une marche de soixante mille fascistes, néonazis et suprématistes blancs* », et déclarant qu'une telle situation ne devrait jamais avoir lieu dans un pays membre de l'Union européenne. La Première-ministre du Droit et Justice, Beata Szydło, a vivement réagi à ces propos qui, selon elle, « *calomniaient et offensaient des citoyens polonais* ».

La Première-ministre a appelé les chefs des gouvernements européens au respect des autres pays membres. « *On ne peut appeler une manifestation blanche-rouge à Varsovie une marche de soixante mille fascistes* », a-t-elle rétorqué. Beata Szydło a aussi dénoncé en retour « *tout comportement extrémiste anti-européen* ».

Le Président Andrzej Duda – qui avait formulé des [critiques](#) à l'encontre de la manifestation – a également réagi, qualifiant les propos de Guy Verhofstadt de « *scandaleux* » et considérant que celui-ci s'en prend aux « *Polonais, à la société polonaise et à son pays, et non pas au gouvernement* ».

Photo : Beata Szydło au Parlement européen en janvier 2016 (European Parliament / creative commons)